

Les Conservatoires d'espaces naturels, engagés pour la nature dans les territoires
1ère rencontre partenariale Auvergne-Rhône-Alpes
- 24 janvier 2023 à la Maison de l'environnement de la Métropole de Lyon –

Principaux éléments d'échanges de la table ronde :

Biodiversité et changement climatique :

Quels enjeux pour les écosystèmes, les territoires, les filières et les usages ? Quelles attentes des acteurs régionaux vis-à-vis des CEN ?

→ **Animateur :** Edouard Mari, Territoires ruraux & développement

→ **Intervenants :**

- Jean-François Lopez, PNR des Bauges et pilote du Groupe de Travail d'APARA sur la biodiversité
- Didier Château, directeur AURA EE
- Catherine Brenon, Chambre d'agriculture de l'Allier
- Hugues Mouret, Arthropologia
- David Laffitte, Office Français de la biodiversité

→ **Grands témoins :**

- Olivier Richard, DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
- Cécile Bernard, Région Auvergne-Rhône-Alpes

La connaissance, le nerf de la guerre ?

Regards croisés de Jean-François Lopez, Didier Château et Hugues Mouret

Les **Parcs naturels régionaux**, par la voix de Jean-François Lopez ouvre cette table ronde sur la question de la **connaissance**, en posant le constat suivant : aujourd'hui, nous manquons de connaissances sur les effets que le changement climatique a sur les écosystèmes, le changement climatique étant une question relativement récente. L'intégration des savoirs représente un véritable enjeu dans les processus de conservation : sur les espèces et milieux en premier lieu, mais également sur les effets (directs ou indirects) qu'auront les solutions d'adaptation sur la biodiversité. En termes partenariaux, il souligne qu'il est ainsi indispensable que CEN et PNR travaillent ensemble sur une stratégie de connaissance et aillent au-devant de la recherche.

Cette question de la connaissance amène également Didier Château à poser un second constat : nous sommes aujourd'hui dans un contexte de « détachement » du vivant de la part d'une majorité de la population. Une méconnaissance à l'impact tangible : les effets du changement climatique ne sont pas compris. A l'heure où les connaissances théoriques et scientifiques ont une utilité indéniable mais sont laissées de côté quand elles ne sont pas chahutées, AURA EE s'est interrogée, avec ses partenaires, sur la manière dont on peut objectiver les données récoltées par l'ensemble des observatoires impliqués, et leur rendre leur **visée pédagogique**. C'est ainsi que TerriSTORY® a vu le jour, un outil conçu pour l'ensemble des acteurs qui ont des informations à diffuser tout en les rendant accessibles au plus grand nombre. Un outil et des données gérés comme un **bien commun** au profit de tous, sans perdre de vue que la connaissance est la clef pour les décideurs.

L'amélioration de la connaissance des effets des changements climatiques fait également partie des enjeux identifiés par la **profession agricole**. Catherine Brenon le rappelle : différentes actions sont mises en place par les Chambres d'agriculture (*observatoire « Oracle », projets de recherche & développement, etc.*) participant à l'évolution des pratiques agricoles (pâturage, semences, culture, etc.). La profession agricole ne sous-estime pas l'importance de travailler pour la prise en compte des milieux périphériques semi-naturels, des milieux ordinaires ô combien important. Travaillant avec de nombreux agriculteurs sur les territoires, les CEN prennent part aux expérimentations de terrain pour

les accompagner en tenant compte de leurs réalités. Quant aux leviers à activer, ils doivent être incitatifs et non réglementaires, la profession étant déjà soumise à de nombreuses contraintes. Les projets partenariaux, dans lesquels les CEN ont leur place, sont à poursuivre et à consolider pour l'avenir tout en étant davantage proactifs auprès des financeurs. Cette dimension partenariale semble également devoir se renforcer avec les DREAL et l'OFB, pour davantage intégrer en amont les chambres d'agriculture dans les réflexions autour de la biodiversité.

La thématique agricole a permis de faire le lien sur les types d'espaces naturels qui sont préservés : si la nature extraordinaire est souvent celle à laquelle on pense en premier en parlant de protection de la nature, Hugues Mouret insiste sur la nécessité de ne pas oublier la nature dite « ordinaire », et pour laquelle le monde agricole joue un rôle important (*bordures de champs, haies, talus, etc.*). Mais cette responsabilité s'étend beaucoup plus largement à **l'ensemble des espaces semi-naturels** qui ont également un grand intérêt pour la biodiversité : en premier lieu les jardins privés (*représentant plus d'un million d'hectares en France, soit 4 fois la superficie des espaces naturels préservés*) mais aussi les campus universitaires, les abords d'entreprise, la nature en ville et bien d'autres encore. Ces milieux constituent des réservoirs énormes pour renforcer les corridors écologiques et les habitats possibles pour la biodiversité. Hugues Mouret le rappelle : parmi les cinq causes de l'effondrement de la biodiversité, les deux premières (pollutions et destruction des habitats) sont étroitement liées avec la troisième : le changement climatique. Les CEN ont ainsi un rôle à jouer pour la préservation de ces espaces de nature ordinaire sur lesquels ils interviennent encore peu, en étendant les exemples de renaturation et de protection.

La place de la biodiversité,

regards croisés de Jean-François Lopez, Didier Château et Hugues Mouret

Face au changement climatique, de nombreuses actions sont mises en place par les différents acteurs territoriaux. Malgré tout, force est de constater que la biodiversité occupe encore une faible place, un constat inquiétant et partagé par les intervenants. Avec quelques points d'alerte : face à une situation d'urgence, ce sont souvent les usages qui guident les priorités et donc des regards et solutions bien différents selon les intérêts et les positionnements. L'un des premiers enjeux porte ainsi sur **l'intelligence collective**, et la nécessité pour l'ensemble des acteurs de partager les constats et les priorités, en intégrant l'ensemble des composantes pour ne pas conduire à des solutions de mal-adaptation. Face aux défis qui nous attendent, la gestion des risques ne peut suffire seule à guider nos décisions : c'est son pendant, **la gestion d'un bien commun**, qui peut nous mettre sur la bonne voie, par la co-construction locale. Avec une attention particulière à avoir sur les outils mis à disposition, qui doivent accompagner les territoires sans générer une complexité excessive : l'exemple des MAEc, ayant induit complexité et diminution des moyens, doit servir de leçon.

L'implication territoriale,

la force des Conservatoires d'espaces naturels

David Laffitte rejoint les propos précédemment tenus : face à des enjeux multiples et réels, les réponses sont plurielles et doivent s'inscrire dans une démarche participative et intégratrice des différences. Et nous ne devons pas sous-estimer l'effet cumulatif des démarches, car si on ne fait pas d'effort, personne n'en fera. C'est ainsi que l'Office français de la Biodiversité réfléchit et conçoit ses outils (*aire terrestre éducative, territoires engagés pour la nature, etc.*) : des outils réalistes répondant à des problématiques concrètes. David Laffitte souligne la qualité et la richesse des relations partenariales avec les Conservatoires d'espaces naturels : des liens tissés sur le long terme, reposant sur l'expertise du réseau et sa capacité à intervenir localement, au plus près des territoires

et de leur diversité. Collectivement, le challenge est double : au sein des réseaux et filières, capitaliser sur les expériences pour avancer plus rapidement, et déployer des dispositifs adaptés pour embarquer et sensibiliser le plus grand nombre.

Le regard des autorités d'agrément

Olivier Richard – DREAL

Cécile Bernard – Région Auvergne-Rhône-Alpes

Cette table ronde s'achève avec le regard des autorités d'agrément des CEN :

- Olivier Richard (*DREAL Auvergne-Rhône-Alpes*) rappelle que la DREAL fait quotidiennement face à des questions concrètes de la part d'acteurs impactés au jour le jour par le changement climatique dans leur activité professionnelle (*forestiers, stations de ski, etc.*) Ce sont sur des solutions concrètes que l'Etat attend les Conservatoires d'espaces naturels et l'ensemble des partenaires, les appelant à s'emparer du futur Fonds verts pour proposer outils et expérimentations.
- Pour Cécile Bernard (Région Auvergne-Rhône-Alpes), le changement climatique fait partie intégrante du SRADDET, dans une approche systémique et transversale. La Région compte ainsi sur ses partenaires pour relayer les politiques publiques et accompagner les projets sur les territoires. Très attachée au service universel pour la biodiversité, dans lequel s'inscrivent pleinement les Conservatoires d'espaces naturel, la Région s'attache à soutenir ses partenaires pour qu'ils soient des centres de ressources au service des territoires et des acteurs.